

**Un article du Figaro.fr du 15 décembre :**

**Parisot propose aux syndicats un nouvel agenda social. (16.12)**

Le Medef veut bien discuter très vite de l'emploi des jeunes mais pas de représentativité patronale.

Quatre axes de discussion. Laurence Parisot a écrit mardi aux représentants des cinq confédérations syndicales afin de leur soumettre un *«agenda social pour les deux prochaines années»*. Une *«trame en quatre axes»* qui pourra être précisée et amendée *«début janvier»* lors d'une *«réunion multilatérale animée par les responsables des négociations de chaque centrale»*.

Premier thème de discussion, prioritaire selon elle? L'emploi, et notamment l'emploi des jeunes *«au centre de nos préoccupations»* et qui est compatible avec la réflexion gouvernementale sur l'apprentissage et l'alternance. Pour la présidente du Medef, *«il y a urgence à essayer d'améliorer et stimuler l'accès des jeunes au marché du travail»* sans pour autant *«inventer un méandre de plus dans les usines à gaz des particularités contractuelles»*.

*«Taux de chômage à peine supportable»*

La patronne des patrons veut parvenir à des mesures simples, opérationnelles et concrètes pour *«lever les freins à leur insertion»*. Par exemple, en trouvant une solution à leurs difficultés d'accès au logement. Elle encourage encore syndicats et patronat à confronter leurs points de vue sur *«les questions d'orientation et de formation»* qui dépendent de l'Éducation nationale. Pas de négociation spécifique, en revanche, sur l'emploi des seniors. *«On en parlera lors des discussions sur l'emploi des juniors»*, a-t-elle précisé, n'excluant pas *«à l'issue du travail sur les jeunes qu'on ouvre un autre chantier plus large sur l'emploi»*.

La présidente du Medef propose également aux syndicats d'ouvrir *«une délibération économique sur le financement de la protection sociale, et notamment de l'assurance-maladie»*. Doutant de parvenir à des solutions partagées - *«nos approches sont assez différentes»*, a-t-elle reconnu -, elle pense que ces discussions visent à *«dresser un diagnostic commun»*.

Laurence Parisot souhaite encore ouvrir un chantier sur *«la vie au travail»*. Après des accords signés pendant la crise sur le stress ou le harcèlement au travail, plusieurs aspects restent, selon elle, aujourd'hui à creuser *«pour donner un cadre à la qualité de vie au travail: l'articulation des temps de vie professionnelle et de vie familiale, la lutte contre les discriminations ou l'égalité hommes-femmes et les modalités de progression des carrières pour les femmes»*.

La présidente du Medef estime enfin que les discussions lancées il y a plus d'un an sur la rénovation du dialogue social - réforme des institutions représentatives du personnel (IRP) et modernisation du paritarisme - doivent être poursuivies et entrer dans une phase active de négociation. *«On s'est posé la question de maintenir cette approche, compte tenu de la réticence de certains (la CGT, NDLR), a reconnu Laurence Parisot au sujet du débat sur les IRP. Mais il y a des progrès à faire et il serait dommage de ne pas aller au bout.»*

Pas un mot, en revanche, sur une refonte de la représentativité patronale - annoncée par le premier ministre lors de son discours de politique générale - au motif que les syndicats n'en ont pas fait la demande devant elle. *«Le taux de chômage est à peine supportable, a justifié la présidente du Medef. On peut le faire baisser à condition que notre pays avance sur les réformes structurelles et sur l'essentiel. Ne nous trompons pas d'objectifs.»*